

L'illusion du risque zéro

OLIVIER KESSLER

Si l'on veut préserver l'État de droit et la liberté, nous devons abandonner le mythe de l'élimination du risque par l'État.

Les inquiétudes concernant l'avenir, la crainte d'un déclassement et l'aversion au risque dominent désormais les discussions au sein de la société civile mais aussi de l'économie et du monde politique. Une conviction ne cesse de se renforcer: toute incertitude et tout danger peuvent être bannis par l'intervention de l'État. Cette croyance est une illusion, qui peut devenir dangereuse.

Il est illusoire de croire qu'une action politique de réduction des risques puisse être non biaisée et fondée sur des preuves. L'économie politique nous apprend que la plupart des politiques ne se demandent pas en premier lieu ce qui est bon pour la société, mais avant tout ce qui est bon pour eux-mêmes. La politique appliquée pour lutter contre la pandémie l'a une fois de plus montré clairement: l'action politique n'est pas guidée par ce qui serait sensé, raisonnable ou scientifique. Au contraire, on fait ce qui est politiquement faisable, ce qui garantit sa propre réélection, son pouvoir et les revenus correspondants.

Action individuelle ou politique

Concrètement, même si l'on parlait du principe qu'il aurait été judicieux d'enfermer tout le monde chez soi pour vaincre le virus, cela n'aurait guère été politiquement faisable en Suisse, car une telle mesure aurait échoué, en raison de la résistance de la population. Et même si — comme l'ont montré diverses études — il est tout sauf efficace d'ordonner la fermeture des terrasses, cela a été fait, car une partie importante de la population attendait des élus qu'ils fassent quelque chose. Après tout, ils n'ont pas été élus pour ne rien faire — bien que la passivité soit souvent préférable en raison des effets secondaires néfastes de l'action politique.

Même si les politiciens se contentaient d'ordonner ce que les experts recommandent, les résultats obtenus ne seraient pas forcément satisfaisants. Après tout, ces mesures coercitives sont adoptées précisément parce que l'on suppose que les individus ne se comporteraient pas volontairement comme l'exigent les «experts». Comme l'action individuelle, l'action politique est une forme d'action humaine, elle est donc tout aussi sujette à l'erreur. La task force covid a par exemple formulé des recommandations politiques fondées sur des modèles qui se sont parfois révélés erronés, nous rappelant que même les personnes bien informées peuvent se tromper lourdement.

Les erreurs politiques

La différence entre l'action individuelle et l'action politique est qu'avec cette dernière, les erreurs se multiplient. Si l'action prescrite est basée sur des erreurs ou sur la logique de l'économie politique que nous venons de décrire, toute une société est obligée de se comporter de manière erronée — causant ainsi d'énormes dommages au pays. Les erreurs d'un individu, en revanche, peuvent servir de leçon aux autres: les personnes libres sont beaucoup plus enclines à imiter les succès individuels des autres que leurs échecs. Par conséquent, l'activisme politique doit, dans la mesure du possible, être évité.

En 600 avant J.-C., Lao-Tseu affirmait déjà avec justesse que le plus grand devoir d'un gouvernement est de ne rien faire: «Ne faites rien, et rien ne restera inachevé.» En ne faisant rien, un gouvernement ne fait pas preuve de faiblesse ou d'indécision, mais de sagesse et de véritable force. C'est une leçon que nous n'avons toujours pas apprise, malgré les échecs des économies planifiées et les succès historiques des économies de marché, basées sur la liberté.

Éviter les risques à tout prix

La société du risque zéro, dans laquelle prévaut l'idée que l'État nous protégera de tous les risques, a besoin de reprendre pied dans la réalité. La vérité, qui peut faire peur à certains, est que la vie est faite de risques, et qu'ils se cachent à chaque coin de rue. Toute action comporte un risque — même si ce n'est que sous la forme de coûts d'opportunité. Vous ne pouvez donc pas leur échapper. Pas même si la gestion du risque est confiée à la classe politique. Car cela conduit alors à des crises systémiques (financières ou de la dette) qui peuvent provoquer des bouleversements sociaux, économiques et politiques majeurs.

Raison de plus de se demander si un risque concret est réellement suffisamment dangereux pour justifier le recours à la force étatique pour le contenir, ou si nous ne nous exposons pas ainsi à un danger encore plus grand. Si les risques les plus minimes devaient servir de justification à l'intervention de l'État, aucun domaine de la vie ne serait à l'abri de son activisme arbitraire.

Si l'on veut préserver l'État de droit, la liberté et l'autonomie privée, nous devons abandonner le mythe de l'élimination du risque par l'État. Nous devons prendre conscience que la volonté politique visant à créer une sécurité totale est souvent plus dangereuse que les risques eux-mêmes. Il n'y a pas d'opportunité sans risque, pas de modernisation sans pas vers l'inconnu, pas de prospérité sans libre entreprise. Ceux qui cherchent toujours un moyen d'éliminer tous les risques se privent également de toutes les opportunités. Ne rien risquer est le moyen le plus sûr d'échouer.

Cet article a été publié dans le journal Le Temps le 21 juin 2021.

Olivier Kessler est directeur de l'Institut Libéral.

Juin 2021



